



Numérique — Parti pris

Pourquoi les appels à la régulation de l'IA sont une illusion dangereuse

Les appels et les textes se multiplient pour réclamer une « bonne » intelligence artificielle. Mais le problème est plus profond : c'est dans son principe même, dans sa fonction sociale, que cette technologie est néfaste.

Romaric Godin

20 juin 2026 à 17h23

Depuis quelques mois, la place croissante que prend l'intelligence artificielle (IA) dans le débat public a conduit à une inquiétude légitime venant de plusieurs parties de la société. Du pape Leon XIV dans son encyclique *Magnifica Humanitas* le mois dernier jusqu'à la « *déclaration de Leyde* », signée, plus récemment, par 2 300 mathématiciens, les appels à la « régulation » se multiplient.

En France, une *tribune* signée par quelque 150 personnalités du monde de la culture, aussi divers qu'Annie Ernaux, Gaspard Koenig ou Philippe Claudel, interpelle contre un « *dialogue ininterrompu de l'humain avec les machines* ».

De fait, ces appels ne sont pas construits dans le sable. Les dangers de l'IA sont réels et documentés. Une *étude* menée par le Massachusetts Institute of Technology (MIT) avec 272 experts issus de trente-neuf pays et publiée le 3 juin a permis d'identifier cinq risques « *catastrophiques* » liés au développement de l'IA.



© Illustration Sébastien Calvet / Mediapart

La première est que l'IA puisse être dotée de capacités dangereuses, la seconde est la mobilisation de l'IA dans des armes et des cyberattaques. Le MIT met aussi en garde contre la dynamique concurrentielle, une « *course à l'IA* » contre la centralisation du pouvoir qui en découlerait. Enfin, il redoute la « *création et la dissémination de fausses informations sophistiquées* ».

Le MIT estime que le niveau de ces risques est très élevé : « *Si on considère d'autres secteurs technologiques avancés comme le nucléaire ou l'aviation, des risques à ce niveau seraient considérés comme intolérables.* » Mais l'étude en déduit que cela doit amener « *ceux qui construisent et dirigent l'IA à s'assurer que les pires issues ne voient pas le jour* ».

Des appels à la régulation sur la ligne de crête

Cette remarque finale est significative de l'approche des tribunes et appels cités plus haut. L'IA n'est pas rejetée en soi, mais on demande sa régulation, sa limitation, son usage raisonné. Le pape, par exemple, y voit une « *aide précieuse* » qu'il appelle à gérer avec « *responsabilité* » et « *transparence* ». Lui aussi appelle les responsables de l'IA à une maîtrise de la technologie. Dans la déclaration de Leyde, on appelle à « *réguler l'industrie de l'intelligence artificielle* » et à investir dans des infrastructures publiques.

Ces exigences sont légitimes, mais il manque un élément crucial à l'équation. Ces textes sont tous sur une ligne de

crête : ils refusent de rejeter l'IA, et ce refus est lié à la volonté de ne pas s'opposer au « progrès scientifique ». Il faut donc accepter les évolutions technologiques tout en cherchant à s'en prémunir. C'est sur cette ligne de crête que l'on espère s'en tirer par un appel à la responsabilité et à la régulation. Mais c'est ignorer ce qu'est ce supposé « progrès ».

Toutes ces visions considèrent implicitement que les technologies sont neutres, qu'elles sont les simples produits des découvertes scientifiques. Partant de ce fait, elles sont, en soi, incontestables. Il ne serait alors possible que de tenter d'accompagner au mieux le déploiement de ladite technologie. Mais c'est là une vision qui est, déjà, contestable. Aucune technologie n'est neutre, elle est le produit de la traduction sociale du travail scientifique, ainsi que de l'orientation sociale de ce même travail. Les sciences « dures » ne sont pas le produit de la société, mais elles s'inscrivent dans une société. La technologie n'est donc pas qu'une simple réalisation de la science, c'est une utilisation de la science pour un but social donné.

L'intelligence artificielle vient répondre aux besoins de notre société, organisée autour du capital et de son accumulation.

Cette tension se retrouve de façon directe dans la déclaration de Leyde, qui a fait l'objet de nombreuses discussions tant le secteur des mathématiciens est impliqué dans la production de l'IA. « *Les mots ont été pesés pour ne pas interdire les collaborations avec les pourvoyeurs d'outils, tout en préconisant des règles de bonnes pratiques pour ces partenariats* », explique ainsi Le Monde.

La déclaration reconnaît, elle-même, que « *l'industrie a offert des emplois lucratifs* » aux scientifiques. Qui paie commande, et c'est ici où l'autonomie de la science trouve sa propre limite. Non pas parce que ces mathématiciens seraient « corrompus », ce qui est faux, mais parce qu'ils sont payés pour faire un travail qui a pour fonction d'assurer l'émergence d'une technologie précise qui profite à leurs donneurs d'ordre.

La technologie n'est donc pas neutre, elle est le produit d'un besoin de la société à un moment donné. L'intelligence artificielle vient donc répondre aux besoins

de notre société. Mais notre société n'est pas organisée autour des besoins humains, ni des contraintes naturelles, elle est organisée autour du capital et de son accumulation.

L'IA devient un besoin social

L'intelligence artificielle a fait l'objet de recherches intenses, de financements et, conséquemment, d'un développement rapide parce qu'elle promet de répondre à un besoin majeur du capital dans le contexte actuel : celui d'une nouvelle vague d'automatisation du travail afin de relancer le taux de profit. Aucun besoin humain défini n'a présidé à ce choix. Comme le remarquait déjà Guy Debord dans *La Société du spectacle* en 1967 : « *La valeur d'échange est le condottiere de la valeur d'usage qui finit par mener la guerre pour son propre compte.* » L'IA est l'acmé de cette autonomisation.

Les hommes sont alors sommés de se soumettre à ces besoins, de s'y adapter et, finalement, d'en faire un besoin essentiel pour eux-mêmes. Mais il est alors essentiel de saisir que la logique est inversée : on ne part pas des besoins réels et concrets des hommes pour développer et utiliser la technologie, mais on les définit à partir de la technologie capitaliste. Ce renversement de la logique est propre au fonctionnement de notre société.

Une fois ce tour de passe-passe réussi, l'IA devient un besoin social reconnu par les hommes eux-mêmes. C'est le mouvement de fétichisation et de mystification qui est le centre des trois livres du *Capital* de Marx. Il est alors logique que les pétitions et autres appels tentent de sauvegarder l'idée d'une utilité de l'intelligence artificielle, mais ce faisant, ces textes sauvent tout le reste : la logique de renversement du monde et la centralité de l'accumulation du capital. Cette pseudo-utilité est toujours soumise à ces conditions premières. Et dès lors, les appels à la régulation, à la création d'une « bonne IA » sont vains.

Car la véritable fonction de l'IA n'est pas dans la rédaction rapide de recettes de cuisine, ni même dans les moteurs conversationnels à la mode. Ces outils permettent justement la mystification par laquelle la valeur d'échange impose une valeur d'usage qui légitimise comme besoin cette technologie. Mais sa fonction propre, ce pour quoi elle a été développée et financée, c'est de permettre un rebond des gains de

productivité, notamment par l'automatisation des services et par l'accélération de l'automatisation de l'industrie.

Or, une des leçons de ces dernières décennies est que la capacité de l'organisation économique à générer des gains de productivité globaux est affaiblie. Comme l'avait déjà perçu en 2015 l'économiste Robert Gordon, le coût en matière d'innovation est désormais considérable pour faire remonter le taux de productivité. Le gigantisme de l'IA et des financements qu'elle mobilise traduit précisément cette situation. Ce gigantisme s'accompagne donc d'une rentabilité fantôme mais qui reste le but du secteur.

Des « dérives » ou des évolutions nécessaires ?

Alors même que les gains de productivité potentiels restent extrêmement incertains, voire irréalisables, les ressources mobilisées sont uniques dans l'histoire du capitalisme. C'est sans doute l'angle mort de ces demandes de régulation : l'IA est un besoin du capital, et pour satisfaire ce besoin, la fuite en avant technologique n'est pas une « dérive » ou un « effet indésirable » que l'on pourrait contrôler, c'est une nécessité centrale.

Deux exemples, cités comme dommageables tant par la tribune des mathématiciens que par le pape, viendra confirmer ce mouvement : la militarisation de l'IA et la multiplication de la désinformation. Le premier mouvement n'est pas un usage déviant de la technologie. Un des moyens classiques pour développer des techniques est leur usage militaire.

Le capitalisme a affiné toujours plus ce nœud entre technologie et défense et une grande partie des révolutions informatiques et numériques trouve son origine dans des besoins militaires. Dans la fuite en avant décrite plus haut, l'IA peut saisir les financements publics considérables mis à disposition des usages de défense pour accélérer son développement. Ici, au reste, se rejoignent deux besoins du capital : l'investissement militaire est aussi une réponse classique au ralentissement de la croissance. Autrement dit, bloquer la militarisation de l'IA relève du vœu pieux en ce que cela reviendrait à freiner son propre développement.

Il en va de même avec la logique de désinformation. Le mensonge est consubstantiel à l'IA en ce qu'elle prétend

précisément être un besoin de l'humanité, alors même que cette dernière est confrontée à des crises profondes, notamment écologiques (mais pas seulement), que l'IA ne fait qu'aggraver.

Pour demeurer un besoin essentiel de l'humanité contre l'évidence même, cette technologie n'a pas d'autres choix que d'imposer sa propre réalité aux hommes. En tant que summum du processus de renversement du monde décrit plus haut, l'IA est, par nature, une machine qui falsifie le réel pour mieux le construire à son image. Le monde de l'IA est celui de la mystification parce qu'il est celui d'un capital aux abois qui ne peut plus supporter la contradiction.

Lutter seulement contre ces symptômes en préservant la logique sous-jacente qui construit l'IA revient à jouer les Don Quichotte en attaquant les moulins à vent. La demande de régulation, et notamment d'autorégulation, revient à jouer les mercenaires de certains acteurs qui, comme Anthropic, aiment à se draper dans une position éthique pour gagner une position concurrentielle favorable, mais qui poursuivent, néanmoins, la logique destructrice de l'IA.

On ne régule pas la destruction, on la combat

Et c'est bien le problème majeur de ce désir de régulation. Qui peut réguler ? Celui qui déciderait de freiner le développement technique et financier de l'IA perdrait immédiatement toute pertinence sur le marché, il serait balayé par ses concurrents. Et comme, par ailleurs, l'IA est loin d'avoir atteint son but, une régulation venant de l'ensemble du secteur est impossible : les financements engagés ne peuvent espérer devenir rentables que si la fuite en avant se poursuit.

C'est aussi pour cette raison que les cauchemars apocalyptiques de l'IA sont alimentés par les acteurs eux-mêmes. Il est indispensable de continuer à donner envie aux investisseurs de financer l'IA et il faut donc maintenir la « hype », la frénésie. Quitte à le faire pour en dénoncer les risques, comme le fait Anthropic. Ces récits permettent d'imposer l'idée de la toute-puissance de l'IA et donc de sa capacité à faire rebondir les gains de productivité. Personne dans le secteur ne se risquera donc à une autorégulation sérieuse fondée sur des considérations humaines ou écologiques.

Les États sont tous en soutien de la course à l'IA. Tous tentent d'attirer les investissements de l'IA sur son sol.

Qu'en est-il alors de l'État ? Dans le contexte actuel, une telle régulation apparaît également comme un doux rêve. Les États sont en voie de fusion et de confusion avec le capital privé, précisément parce qu'ils sont dépendants pour leurs financements de la production générale de valeur de l'économie. L'intérêt du capital est le leur bien davantage que le bien commun.

Au reste, on s'en convaincra aisément. Les États sont tous en soutien de la course à l'IA. Tous tentent d'attirer les investissements de l'IA sur son sol. Tous s'efforcent « d'adapter » leur population à cette technologie et de la convaincre que son usage est indispensable. On voit mal comment les États pourraient sérieusement, c'est-à-dire autrement qu'en paroles ou en gesticulations superficielles, engager une régulation de l'IA.

Au mieux, là encore, les régulations nationales ou régionales peuvent favoriser des acteurs plutôt que d'autres sur des principes nationaux, par exemple. Mais on voit mal en quoi ce serait là un « progrès ». L'IA chinoise est-elle plus vertueuse et humaine que celle développée par les géants étatsuniens ? Elle vise surtout à

renforcer la position du capital chinois dans la compétition internationale. Mais elle est soumise à la même fuite en avant.

La volonté régulatrice se berce encore d'une illusion, selon laquelle la croissance pourrait continuer à assurer le bonheur.

Le piège se referme donc. En voyant l'IA comme un progrès humain alors qu'il n'est qu'un progrès du capital, on refuse de voir l'essentiel : le prix de la production de richesse capitaliste est désormais celui de la destruction. Et on ne régule pas la destruction, on la combat.

La volonté régulatrice se berce encore d'une illusion dangereuse, selon laquelle la croissance pourrait continuer à assurer le bonheur. Le prix de la croissance, aujourd'hui, c'est l'IA, dont le coût écologique, humain, social et politique est immense. Il ne peut donc y avoir qu'un combat qui vise directement l'IA dans son principe organisateur, celui de la société renversée du capital. Le reste ne sera que gesticulations vaines.

Romarc Godin